



Empowered lives.
Resilient nations.

PNUD CÔTE D'IVOIRE

RAPPORT NARRATIF – 4EME TRIMESTRE 2019

N° Atlas du projet: CIV10-00101219

Fonds : PNUD

Titre du projet : PROGRAMME NATIONAL D'APPUI AUX REFORMES INSTITUTIONNELLES ET A LA MODERNISATION DE L'ETAT (PRIME)

Brève description du projet : La Côte d'Ivoire est en reconstruction depuis 2011 grâce aux efforts entrepris par le Gouvernement. Le pays a connu un redressement remarquable avec un taux de croissance de plus de 8,5% enregistré au cours de la période 2012-2015. Si la situation macro-économique est satisfaisante, beaucoup de défis restent encore à relever sur le plan social et en matière de promotion de la gouvernance. Malgré les progrès enregistrés, l'amélioration de la qualité des institutions et de la gouvernance continue demeure un défi important. En réponse à cette problématique, la Côte d'Ivoire s'est dotée d'un nouveau Plan National de Développement pour la période 2016-2020 avec comme premier objectif stratégique, d'adresser les préoccupations en matière de bonne gouvernance. C'est dans cette perspective qu'a été développé le PRIME qui est exécuté suivant la modalité NIM et qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Cadre Programmatique Unique (CPU) 2017-2020.

Résultats attendus :

1. Activités planifiées pour le trimestre sous revue

- Poursuite et finalisation de l'étude portant élaboration du cadre commun de résultats des initiatives de modernisation de l'Etat
- Etude portant élaboration du Plan National de Gouvernance dans le cadre du processus MAEP
- Etude portant élaboration du Cadre Stratégique de Modernisation de l'Administration Publique

2. Activités réalisées pendant le trimestre

Conformément à la planification des activités, la période sous revue a vu la finalisation de l'étude portant élaboration du cadre commun de résultats des programmes et projets de modernisation de l'Etat ainsi que la réalisation des études relatives au Plan National de Gouvernance et du Cadre Stratégique de Modernisation de l'Administration Publique.



*Empowered lives.
Resilient nations.*

2.1 Finalisation de l'Etude portant réalisation du cadre commun de résultats des initiatives de modernisation de l'Etat

Au cours du trimestre sous revue, l'étude relative au cadre commun de résultats des programmes et projets de modernisation de l'Etat a été finalisée avec la prise en compte des observations des parties prenantes ont été intégrées dans la version provisoire.

2.2 Etude portant élaboration du Plan National de Gouvernance dans le cadre du processus MAEP

La Côte d'Ivoire a signé son protocole d'adhésion au Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs (MAEP) le 29 Janvier 2015. Le pays a ensuite mis en place en juin 2015, la Commission Nationale du MAEP (CN-MAEP) dont la mission est de conduire le processus d'évaluation interne de la gouvernance et de proposer et suivre les réformes visant à corriger les insuffisances relevées.

C'est pour répondre à ce besoin qu'un Rapport d'Evaluation Pays (REP) a été produit et présenté par le Panel des Eminentes Personnalités du MAEP au 28^{ème} Sommet du Forum des Chefs d'Etats et de Gouvernements du MAEP le 9 février 2019, à Addis-Abeba, en Ethiopie.

Lors de ce Sommet, la Côte d'Ivoire a pris l'engagement d'élaborer un Plan National de Gouvernance (PNG) ambitieux et réaliste pour apporter les réponses appropriées aux défis de gouvernance qui ont été relevés par le Rapport d'Evaluation Pays.

C'est dans cette perspective qu'une plateforme qui comporte un comité de pilotage, un comité technique et une plateforme de dialogue a été mise en œuvre par la CN-MAEP en relation avec la Haute Autorité pour la Bonne Gouvernance (HABG) et l'Inspection Générale d'Etat (IGE).

Pour accompagner les missions de cette plateforme, le PNUD à travers le PRIME a mobilisé un Consultant chargé de préparer un rapport diagnostic pour soutenir les réflexions initiées dans le cadre de l'élaboration du Plan National de Gouvernance.

Le rapport diagnostic ainsi produit a fait ressortir les évolutions récentes de la Côte d'Ivoire en matière de gouvernance ainsi que les défis qui en émergent.

2.3 Etude portant élaboration du Cadre Stratégique de Modernisation de l'Administration Publique

Dans le cadre de la modernisation de l'Etat, le Gouvernement ivoirien a entrepris depuis 2011, plusieurs réformes tendant à améliorer la qualité des services fournis par l'Administration publique. Le pays, en lien avec son projet d'émergence, ambitionne de



*Empowered lives.
Resilient nations.*

bâtir une administration moderne, modèle, transparente, au service du citoyen et du développement du secteur privé.

Au nombre des réformes, figurent l'institution d'une politique de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC), l'instauration de postes de Directeurs des Ressources Humaines dans les Ministères, la réforme de l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) et la mise en place du Système Intégré de Gestion des Fonctionnaires et Agents de l'Etat (SIGFAE).

Des actions sont aussi en cours afin d'accélérer la transition numérique de l'administration avec le projet de dématérialisation des procédures administratives. Dans ce cadre, plus de 300 procédures administratives ont été recensées et la dématérialisation progressive de ces procédures est en cours et accessible via un portail web.

Sur le plan institutionnel, de nouvelles entités ont vu le jour. Il est ainsi de la Commission Nationale de Modernisation de l'Administration (CNMA) chargée notamment de proposer au Gouvernement, les grandes orientations en matière de modernisation de l'administration, et de l'Observatoire des Services Publics (OSEP) dont la mission consiste principalement à recueillir les critiques et suggestions des usagers-clients de l'administration publique.

Dans le cadre de l'OSEP, le Gouvernement vient de lancer le portail citoyen "Miliè" qui permet désormais au citoyen, via une plateforme web, de saisir directement les autorités de plaintes ou de poser des réclamations ou faire des suggestions relativement aux prestations délivrées par un service public.

Dans cette même dynamique et aux fins de l'amélioration de l'accès et de la qualité des services publics, l'Etat ivoirien vient de lancer une vaste opération de consultations citoyennes avec pour objectif de recueillir les besoins et attentes des citoyens pour une administration publique encore plus performante et proche des populations. Le démarrage prochain du projet de cartographie des services publics poursuit la même finalité.

Maître d'ouvrage de l'ensemble de ces initiatives, le Ministère de la Modernisation de l'Administration et de l'Innovation du Service Public (MAISP), afin d'inscrire son action dans une démarche plus structurée, a entrepris l'actualisation du cadre stratégique de réforme administrative élaboré en 2012 avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) à travers le PRIME.

Cet exercice conduit par le Cabinet Deloitte Côte d'Ivoire a permis la mise à disposition d'un rapport diagnostic actualisé qui servira de base à la définition ultérieure de stratégies opérationnelles.



Empowered lives.
Resilient nations.

3. Explications des écarts entre la planification et les réalisations

La mise en œuvre n'a pas enregistré de modifications majeures.

4. Autres activités non programmatiques réalisées durant le trimestre (procurement, recrutement, etc.)

RAS

5. Défis et risques encourus et solutions proposées

En raison de la diversité des acteurs impliqués et des délais, il a été procédé au redimensionnement de l'étude portant révision du cadre stratégique de modernisation de l'administration publique. Ainsi, a-t-il été convenu de se focaliser sur la partie « Analyse diagnostique » de l'étude et de reporter à l'exercice 2020, l'élaboration de la stratégie opérationnelle.

Taux d'absorption du budget

Budget total : 230 369 USD

1. Fonds alloué pour le trimestre

	BUDGET ALLOUE (USD)	BUDGET UTILISE	TAUX DE DELIVERY
Avance de fonds	72 000	71 897	99,85 %

2. Analyse des écarts

RAS

Rapport préparé par : Sékou BAMBA
Coordonnateur National PRIME

Revu et validé par : Giscard KOUASSI
Spécialiste Programme Gouvernance

19 décembre 2019